



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

January 28, 2026

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Laurent Saint-Cyr et le Premier ministre Fils-Aimé ont visité la Force de Suppression des Gangs le 27 janvier déclarant l'unité complète des autorités de l'État et signalant la consolidation exécutive avant l'échéance de transition du 7 février. Une opération de la PNH à Marché Salomon a tué huit membres de gangs présumés sans victimes policières marquant un succès tactique dans un contexte de défis sécuritaires plus larges. Médecins Sans Frontières a publié un rapport dévastateur révélant que les cas de violence sexuelle dans sa clinique de Port-au-Prince ont triplé en quatre ans avec plus de cent patients attaqués par dix agresseurs ou plus simultanément. L'ONU a confirmé que le Bureau d'Appui en Haïti reste en bonne voie pour le déploiement logistique du 31 mars mais la Force de Suppression des Gangs demeure gravement sous-effectif avec environ douze cents personnels contre cinquante-cinq cents autorisés.



RÉSUMÉ RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

Le Président du CPT Saint-Cyr et le PM Fils-Aimé ont effectué une visite de haut niveau à la FSG le 27 janvier soulignant l'unité de l'État et l'engagement sécuritaire dix jours avant l'expiration du mandat.

L'opération nocturne de la PNH à Marché Salomon a tué huit membres de gangs et saisi des fusils d'assaut sans victimes policières démontrant la capacité opérationnelle.

Le rapport de MSF expose une crise catastrophique de violence sexuelle avec vingt-trois cents cas traités dans les neuf premiers mois de 2025 et des attaques par de multiples agresseurs armés devenues standard.

Le déploiement du Bureau d'Appui de l'ONU en Haïti est en bonne voie pour le 31 mars avec le premier actif aérien maintenant à Port-au-Prince mais la génération de forces de la FSG reste un écart critique à vingt-deux pour cent de la force autorisée.

La majorité de cinq membres du CPT n'a pas publié la résolution de révocation depuis l'annonce du 23 janvier suggérant que la crise politique pourrait se désescalader en l'absence de résolution formelle.

DÉVELOPPEMENT 1: Saint-Cyr et Fils-Aimé consolident l'autorité exécutive par la visite à la Force de Suppression des Gangs alors que la coalition de révocation stagne

Le Président du CPT Laurent Saint-Cyr et le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé accompagnés du Directeur Général de la PNH Vladimir Paraison ont effectué une visite de haut niveau à la Force de Suppression des Gangs le 27 janvier marquant le quatrième jour consécutif d'actions exécutives coordonnées conçues pour projeter l'autorité de commandement unifiée avant l'échéance de transition du 7 février. La visite au Commandant de la Force FSG Godfrey Otunge et son équipe de direction a servi des objectifs doubles de démonstration de solidarité institutionnelle aux partenaires internationaux tout en signalant aux acteurs domestiques particulièrement les cinq membres du CPT tentant de révoquer Fils-Aimé que les forces de sécurité restent alignées avec l'axe exécutif Saint-Cyr. Saint-Cyr a exprimé sa gratitude aux pays partenaires contribuant des troupes et des ressources tout en soulignant l'unité complète des plus hautes autorités de l'État dans la lutte contre l'insécurité et réaffirmant que la restauration de la sécurité reste essentielle pour des élections crédibles et un retour à la stabilité.

Le Premier ministre Fils-Aimé a renforcé la détermination exécutive avec une déclaration laconique que l'État ne reculera pas livrée durant une semaine où la majorité de cinq membres du CPT a échoué à publier la résolution de révocation dans Le Moniteur malgré l'annonce de sa publication imminente le 23 janvier. La visite suit un schéma systématique d'engagement des forces de sécurité incluant la graduation policière du 23 janvier avec la Chargée d'Affaires américaine Wooster la réunion sur la sécurité routière du 25 janvier avec la PNH et le Ministre de la Justice Pélissier la coordination du 26 janvier avec le Haut Commandement des Forces Armées et maintenant la visite à la FSG du 27 janvier. L'engagement délibéré de chaque instrument armé du pouvoir d'État en cinq jours constitue une démonstration de contrôle exécutif conçue pour dissuader la coalition de révocation et rassurer les soutiens internationaux particulièrement les États-Unis et le Canada dont l'appui reste critique pour les scénarios

de continuité post-7 février.

La stratégie de consolidation exécutive s'aligne avec la déclaration de l'ancien président intérimaire Jocelerme Privert du 26 janvier qu'il n'y aura pas de vide institutionnel après le 7 février parce que la constitution permet au premier ministre et au gouvernement de continuer si aucun successeur n'est installé. Cette interprétation constitutionnelle fournit une couverture légale pour un scénario de gouvernement de transition dirigé par Fils-Aimé au-delà du 7 février en l'absence d'un accord politique négocié avec les partis d'opposition. Cependant Saint-Cyr a également reconnu que la FSG atteindrait éventuellement plus de cinquante-cinq cents personnels militaires et policiers sans préciser de calendrier au-delà de l'arrivée précédemment annoncée des premiers contingents en avril 2026 laissant la force gravement sous-effectif durant la période de transition critique avec seulement environ douze cents personnels actuellement déployés.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le Conseil Présidentiel de Transition a été établi en avril 2024 sous l'Accord Politique du 3 avril avec un mandat de deux ans devant expirer le 7 février 2026 chargé de nommer un premier ministre d'organiser des élections et de gérer la transition sécuritaire d'Haïti. Le CPT comprend neuf membres avec sept représentants votants et deux observateurs tirés des partis politiques de la société civile et du secteur privé. Des divisions internes sont apparues en novembre 2024 lorsque des allégations de corruption contre trois membres du CPT incluant le Président Edgard Leblanc Fils ont déclenché une crise politique menant à une rotation de direction. Le Premier ministre Garry Conille a été révoqué le 10 novembre 2024 après cinq mois et remplacé par l'homme d'affaires Alix Didier Fils-Aimé le 11 novembre suscitant une controverse sur la légitimité procédurale. Fin décembre 2024 cinq membres du CPT Smith Augustin Louis Gerald Gilles Emmanuel Vertilaire Leslie Voltaire et Edgard Leblanc Fils ont formé une coalition pour révoquer Fils-Aimé citant des échecs de gouvernance et un manque de progrès électoral. Cette coalition a annoncé la révocation le 23 janvier 2026 mais n'a pas publié la résolution dans Le Moniteur créant une ambiguïté constitutionnelle sur le statut du gouvernement. La Force de Suppression des Gangs a été autorisée par la Résolution 2699 du Conseil de Sécurité de l'ONU en octobre 2023 et a commencé à déployer des policiers kényans en juin 2024 mais a lutté avec la génération de forces et les écarts de financement.

POINTS DE DISCUSSION

La visite de Saint-Cyr Fils-Aimé à la FSG démontre l'unité exécutive et l'engagement envers le mandat de sécurité avant l'échéance du 7 février.

Quatre jours consécutifs d'engagement des forces de sécurité signalent la consolidation systématique de la loyauté institutionnelle à travers la PNH les Forces Armées et la FSG internationale.

L'interprétation constitutionnelle de Privert fournit un cadre juridique pour la continuité du PM si le CPT expire sans installation de successeur.

La coalition de révocation de cinq membres du CPT n'a pas publié de résolution depuis le 23 janvier suggérant que l'élan politique a stagné ou s'est inversé.

La FSG reste à vingt-deux pour cent de la force autorisée avec douze cents personnels déployés contre cinquante-cinq cents mandatés créant une vulnérabilité durant la transition politique.

La communauté internationale particulièrement les États-Unis et le Canada détient une influence décisive sur les scénarios de gouvernance post-7 février par la reconnaissance diplomatique et l'assistance sécuritaire.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations internationales devraient préparer des plans de contingence pour les scénarios de transition politique négociée et de gouvernement de transition Fils-Aimé étant donné la fenêtre de dix jours et l'absence de

résolution de révocation publiée.

Les acteurs du secteur privé devraient surveiller les signaux du Département d'État américain et du gouvernement canadien sur la reconnaissance post-7 février car ceux-ci détermineront la légitimité de la gouvernance et la stabilité de l'environnement opérationnel.

Les missions diplomatiques devraient engager à la fois l'axe exécutif Saint-Cyr Fils-Aimé et la coalition de cinq membres du CPT pour encourager un cadre négocié avant l'échéance du 7 février.

Les contractants de sécurité et les ONG devraient évaluer si la coordination systématique exécutif-forces de sécurité représente un alignement institutionnel durable ou un théâtre politique temporaire avant la transition.

Les analystes de risque politique devraient suivre si les sanctions de visa américaines sur deux membres non nommés du CPT sont divulguées car l'identification publique déclencherait un réalignement politique immédiat.

Les organisations humanitaires devraient positionner des ressources pour des troubles civils potentiels si le 7 février passe sans cadre de succession clair ou si le scénario de PM révoqué déclenche une mobilisation populaire.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 2: L'opération de la PNH à Marché Salomon tue huit membres de gangs sans victimes policières démontrant la capacité tactique dans un contexte de préoccupations sur le bilan civil

La Police Nationale d'Haïti a conduit une opération planifiée à Marché Salomon dans le centre-ville de Port-au-Prince durant la nuit du 26 au 27 janvier tuant huit membres de gangs présumés et saisissant deux fusils d'assaut incluant un AR-15 et un M16 ainsi que quatre chargeurs. L'opération a atteint les objectifs tactiques avec zéro victime policière représentant un succès opérationnel significatif pour les unités de la PNH qui ont lutté avec la résistance des gangs et des taux de victimes élevés dans les opérations récentes. Le Haut Commandement de la PNH a décrit le raid comme faisant partie d'une série planifiée d'interventions pour réduire l'emprise des gangs armés sur la capitale et le succès de Marché Salomon permet à l'exécutif Saint-Cyr Fils-Aimé de revendiquer l'élan opérationnel dans leur narrative de reconquête du territoire national particulièrement lorsque jumelé avec la visite à la FSG du 27 janvier.

Cependant l'opération se produit dans un contexte troublant de victimes civiles croissantes des actions des forces de sécurité. Depuis le 1er janvier 2026 les opérations des forces de sécurité ont tué cinquante civils soulevant des questions sur les règles d'engagement les procédures de ciblage et les protocoles d'évaluation de proportionnalité. Le contraste entre zéro victime policière à Marché Salomon et cinquante décès civils ailleurs suggère soit une incohérence opérationnelle soit des choix tactiques délibérés qui priorisent la protection des forces sur la sécurité civile. Avec des gangs contrôlant environ quatre-vingt-dix pour cent de Port-au-Prince et la ville abritant des populations urbaines denses le risque de dommages collatéraux reste extraordinairement élevé particulièrement dans les zones de marché les zones résidentielles et les camps de déplacés où les groupes armés opèrent parmi les populations civiles.

La PNH dispose actuellement d'environ quinze mille personnels à l'échelle nationale avec environ la moitié déployée dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince face à environ vingt-cinq cents à trois mille membres de gangs actifs organisés en environ deux cents gangs. Le ratio force-menace combiné avec les pénuries d'équipement les contraintes de munitions et les vulnérabilités de corruption limite les opérations offensives soutenues. L'engagement du 25 janvier par Saint-Cyr Fils-Aimé et la direction de la PNH de reconquérir le territoire national par des opérations de sécurité routière ciblant les barrages routiers de gangs sur les Routes Nationales 1 2

et 3 représente un concept opérationnel ambitieux mais qui nécessite soit un renforcement significatif de la FSG soit l'acceptation de taux de victimes plus élevés parmi les forces de sécurité et les civils.



CONTEXTE HISTORIQUE

La Police Nationale d'Haïti a été reconstituée en 1995 suite à la dissolution des Forces Armées d'Haïti et au départ de l'appareil militaire de l'ère Duvalier. La force a lutté avec un sous-financement chronique une infiltration de corruption et la violence des gangs tout au long de son existence avec une force de personnel fluctuant entre neuf mille et quinze mille officiers. La violence des gangs a escaladé dramatiquement après l'assassinat du Président Jovenel Moïse en juillet 2021 avec des groupes armés saisissant le contrôle territorial à travers Port-au-Prince et s'étendant dans l'Artibonite et d'autres régions. Les fédérations de gangs G9 et G-Pep dirigées par l'ancien officier de police Jimmy Chérizier connu sous le nom de Barbecue sont apparues comme des acteurs dominants contrôlant l'accès au port la distribution de carburant les réseaux de kidnapping et les rackets d'extorsion. Le soutien international à la PNH a inclus des programmes de formation des dons d'équipement et des missions de conseil des États-Unis du Canada et de la France mais les lacunes en salaire responsabilité et commandement opérationnel ont limité l'efficacité. L'offensive des gangs de mars 2024 qui a forcé la démission du Premier ministre Ariel Henry a démontré l'incapacité de la PNH à tenir le territoire sans renforcement international. Le déploiement de la Force de Suppression des Gangs dirigée par le Kenya commençant en juin 2024 a fourni un soulagement temporaire mais les retards de génération de forces ont empêché la FSG d'atteindre un impact stratégique avec seulement douze cents personnels déployés contre cinquante-cinq cents autorisés.

POINTS DE DISCUSSION

L'opération Marché Salomon démontre que la PNH peut conduire des raids réussis avec une planification et une exécution appropriées atteignant les objectifs tactiques avec zéro victime policière.

Huit membres de gangs tués et des fusils d'assaut saisis représentent des gains de sécurité tangibles qui soutiennent le narratif exécutif d'élan de reconquête.

Cinquante décès civils des opérations des forces de sécurité depuis le 1er janvier soulèvent de sérieuses préoccupations sur les règles d'engagement et les procédures de ciblage nécessitant une révision immédiate.

Le ratio force-menace de la PNH d'environ soixante-quinze cents officiers à Port-au-Prince contre vingt-cinq cents à trois mille membres de gangs dans un territoire contrôlé à quatre-vingt-dix pour cent reste inadéquat pour une offensive soutenue.

Les retards de génération de forces de la FSG laissent la PNH comme acteur de sécurité principal durant la période de transition de février augmentant la pression opérationnelle et le risque de victimes civiles.

La communauté internationale doit équilibrer le soutien aux opérations de sécurité contre les préoccupations de protection car les décès civils minent la légitimité et risquent un contrecoup populaire.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les donateurs internationaux devraient conditionner le soutien futur à la PNH à la mise en œuvre de protocoles vérifiables d'atténuation des victimes civiles incluant des examens après action et des mécanismes de responsabilité.

Les ONG et organisations humanitaires devraient documenter les victimes civiles des opérations des forces de sécurité et partager les conclusions avec les mécanismes des droits de l'homme de l'ONU pour garantir le maintien des normes de protection.

Les firmes de sécurité privées conseillant la PNH devraient prioriser la formation aux règles d'engagement et

l'évaluation de proportionnalité pour réduire les dommages collatéraux dans les opérations urbaines.

Les opérateurs commerciaux à Port-au-Prince devraient se préparer à des représailles potentielles de gangs contre des cibles gouvernementales des postes de police ou des infrastructures commerciales suite à l'opération Marché Salomon.

Les missions diplomatiques devraient engager la direction de la PNH sur les normes de protection civile tout en reconnaissant les réalités opérationnelles du terrain urbain contrôlé par les gangs.

Les acteurs politiques devraient éviter la rhétorique incendiaire célébrant les décès de membres de gangs qui pourrait inciter à davantage de violence ou miner les normes de procédure régulière.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 3: Le rapport de MSF expose une crise catastrophique de violence sexuelle avec des cas triplant en quatre ans et le viol collectif de gangs devenu pratique standard

Médecins Sans Frontières a publié un rapport alarmant le 28 janvier révélant que les cas de violence sexuelle à sa clinique Pran Men m à Port-au-Prince ont triplé au cours des quatre dernières années avec vingt-trois cents patients traités dans les neuf premiers mois de 2025 seulement. Le rapport expose une catastrophe humanitaire se déroulant sous la surface de la crise des gangs d'Haïti avec plus de la moitié des patients attaqués par de multiples membres de groupes armés et plus de cent individus agressés par dix agresseurs ou plus à la fois avec une moyenne de trois agresseurs par cas. La démographie de la victimisation a changé dramatiquement avec des cas impliquant des patients de moins de dix-huit ans déclinant de cinquante pour cent avant 2022 à vingt-quatre pour cent aujourd'hui alors que les gangs ciblent de plus en plus les populations âgées incluant une augmentation par sept des cas parmi les individus âgés de cinquante à quatre-vingts ans.

La Coordinatrice de Projet MSF Diana Manilla Arroyo a déclaré que l'organisation est alarmée et indignée par le niveau écrasant de violence sexuelle et basée sur le genre soulignant que ce n'est pas seulement les nombres mais la sévérité qui a choqué l'équipe médicale. Le rapport attribue la crise à l'utilisation délibérée par les gangs armés de la violence sexuelle pour terroriser contrôler et subjuguer les communautés avec des abus se produisant durant les enlèvements les prises de contrôle territoriales et pour contrôler la distribution de l'aide humanitaire. Avec des gangs contrôlant environ quatre-vingt-dix pour cent de Port-au-Prince et la violence des gangs ayant déplacé un virgule quatre million de personnes triple du chiffre d'il y a un an ceux vivant dans des abris de fortune font face à une vulnérabilité particulière due au surpeuplement et à la sécurité inadéquate. Plus de trois cent cinquante patients masculins incluant des garçons et des hommes ont été traités à la clinique soulignant que la violence sexuelle en Haïti transcende le genre et est employée comme arme de terreur contre des communautés entières.

Le rapport cite un témoignage déchirant incluant une femme de cinquante-trois ans qui a raconté ils m'ont battue et cassé mes dents après m'avoir violée ils ont aussi violé ma fille révélant la nature systématique des attaques ciblant de multiples membres de la famille. Les conclusions de MSF s'alignent avec des statistiques de violence plus larges montrant plus de huit mille cent personnes tuées en Haïti entre janvier et novembre 2025 représentant une augmentation de vingt pour cent par rapport aux cinq mille six cents décès de 2024. Entre juillet et septembre 2025 seulement douze cent quarante-sept ont été tués et sept cent dix blessés avec les opérations des forces de sécurité responsables de soixante et un pour cent des victimes durant cette période. La réponse de la communauté internationale reste structurellement inadéquate avec Haïti désigné comme l'un des appels humanitaires les moins financés au monde en 2025 et le Plan de Réponse Humanitaire 2026 cherchant huit cent quatre-vingts millions de dollars pour assister quatre virgule deux millions de personnes faisant face à un sous-financement sévère.



CONTEXTE HISTORIQUE

La violence sexuelle a été documentée comme arme de guerre et de contrôle social en Haïti depuis la période du coup d'État militaire de 1991-1994 lorsque des forces paramilitaires ont systématiquement violé des femmes perçues comme supportrices du Président déchu Jean-Bertrand Aristide. Durant la mission de maintien de la paix de l'ONU MINUSTAH de 2004-2017 de multiples scandales ont émergé impliquant des abus sexuels par des casques bleus minant la crédibilité internationale et contribuant à la méfiance des forces étrangères. La crise de déplacement du tremblement de terre de 2010 a créé des conditions pour une violence sexuelle accrue avec des femmes et des filles dans les camps rapportant des attaques généralisées mais une réponse humanitaire limitée. L'escalade de la violence des gangs après l'assassinat du Président Moïse en juillet 2021 a introduit une nouvelle phase de violence sexuelle systématique alors que les groupes armés ont élargi le contrôle territorial et utilisé le viol comme outil de subjugation communautaire. La fédération de gangs G9 dirigée par Jimmy Chérizier a été spécifiquement accusée d'ordonner la violence sexuelle durant les opérations d'expansion territoriale dans des quartiers comme Cité Soleil Martissant et Bel-Air. Les organisations internationales incluant ONU Femmes UNFPA et le Comité International de Secours ont documenté des schémas de viol collectif mariage forcé et esclavage sexuel mais les contraintes de financement et les limitations d'accès sécuritaire ont empêché une réponse à l'échelle. Médecins Sans Frontières opère la clinique Pran Men m depuis 2015 fournissant des soins post-viol un soutien psychosocial et un traitement médical incluant la prophylaxie VIH la contraception d'urgence et les soins des blessures dans l'une des rares installations de Port-au-Prince équipées pour gérer les cas de violence sexuelle.

POINTS DE DISCUSSION

Le rapport de MSF documente vingt-trois cents cas de violence sexuelle dans les neuf premiers mois de 2025 représentant un triplement des cas sur quatre ans et exposant l'utilisation systématique par les gangs du viol comme arme de terreur.

Plus de cent patients attaqués par dix agresseurs ou plus simultanément avec une moyenne de trois agresseurs par cas démontre une violence sexuelle de masse organisée sans précédent en échelle et brutalité.

La démographie des victimes se déplace de prédominamment moins de dix-huit ans pour inclure des populations âgées avec une augmentation par sept dans la tranche d'âge de cinquante à quatre-vingts ans indiquant que les gangs ciblent des communautés entières sans égard à l'âge ou au genre.

Trois cent cinquante patients masculins traités à la clinique confirme que la violence sexuelle transcende le genre et est employée contre les garçons et les hommes comme outil d'émasculatation et de contrôle communautaire.

Un virgule quatre million de personnes déplacées dans des abris surpeuplés font face à un risque élevé de violence sexuelle dû à la sécurité l'éclairage l'assainissement et l'infrastructure de protection inadéquats.

La réponse humanitaire internationale reste gravement sous-financée avec Haïti parmi les appels les moins financés globalement et le Plan de Réponse Humanitaire 2026 cherchant huit cent quatre-vingts millions de dollars faisant face à des écarts sévères.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les donateurs internationaux doivent immédiatement mobiliser le financement pour la programmation de violence basée sur le genre incluant les soins médicaux le soutien psychosocial l'infrastructure d'abris sûrs et les services de protection car le rapport de MSF démontre un échec catastrophique de protection.

Les agences de l'ONU devraient activer le groupe de protection inter-agences et déployer des équipes d'évaluation rapide aux camps de déplacés pour identifier les populations à plus haut risque et mettre en uvre des mesures de protection d'urgence.

Les ONG opérant à Port-au-Prince doivent réviser les protocoles de sécurité du personnel et la formation de prévention de la violence sexuelle étant donné l'environnement de risque élevé affectant tous les groupes d'âge et genres.

Les missions diplomatiques devraient élever la crise de violence sexuelle dans les engagements bilatéraux avec le gouvernement haïtien et les partenaires internationaux exigeant une réponse de protection coordonnée.

Les acteurs du secteur privé avec des opérations en Haïti devraient évaluer les protocoles de sécurité des employés particulièrement pour le personnel féminin et mettre en œuvre des mesures de sécurité renforcées pour le mouvement du personnel et l'hébergement.

Les organisations de la diaspora devraient soutenir les survivantes par le financement des fournisseurs de services de VBG dirigés par des Haïtiens et le plaidoyer pour une réponse humanitaire internationale accrue.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 4: Le déploiement du Bureau d'Appui de l'ONU en Haïti reste en bonne voie pour le soutien logistique du 31 mars malgré le sous-effectif sévère de la Force de Suppression des Gangs

Le Département d'Appui Opérationnel de l'ONU a confirmé le 28 janvier que le Bureau d'Appui de l'ONU en Haïti reste en bonne voie pour respecter le calendrier de la Résolution 2793 du Conseil de Sécurité pour fournir un soutien logistique à la Force de Suppression des Gangs d'ici le 31 mars 2026. L'ONU a signé un accord d'utilisation des terres avec Haïti pour l'empreinte civile du BANUH déployé le premier actif aérien à Port-au-Prince et attend l'arrivée de personnel supplémentaire jusqu'à la fin février avec le BANUH fournissant également des services de soutien de mission au BINUH d'ici le 1er février. Ces développements représentent des progrès positifs sur les dimensions techniques et logistiques du soutien à la sécurité internationale mais ils ne traitent pas l'échec fondamental de génération de forces qui a laissé la FSG à environ douze cents personnels quatre mois après l'autorisation du Conseil de Sécurité de l'ONU pour cinquante-cinq cents troupes.

La crise de génération de forces reflète de multiples contraintes incluant la fatigue des donateurs les pays contributeurs de troupes limités et la résistance politique dans les nations partenaires à déployer du personnel dans l'environnement à haut risque d'Haïti. Le Kenya a contribué la majorité du personnel actuel de la FSG avec environ mille officiers déployés mais les engagements de la Jamaïque du Belize des Bahamas et d'autres nations caraïbes se sont matérialisés lentement ou pas du tout. Les Bahamas ont retiré leur engagement de vingt-quatre officiers en novembre 2024 citant des préoccupations domestiques et aucun contingent significatif supplémentaire ne s'est déployé depuis l'arrivée initiale kényane en juin 2024. Le Kenya a annoncé en janvier 2026 que les premiers nouveaux contingents arriveraient en avril 2026 mais n'a pas précisé les nombres ou confirmé si cela représente des renforts kényans ou des contributions d'autres nations.

Le décalage temporel entre la préparation du déploiement du BANUH le 31 mars et la génération de forces de la FSG en avril et au-delà crée un scénario où l'infrastructure logistique sera opérationnelle avant que suffisamment de troupes n'arrivent pour l'utiliser. Cet écart est particulièrement aigu durant la période de transition politique de février lorsque les groupes de gangs peuvent exploiter l'incertitude institutionnelle pour lancer des opérations offensives ou étendre le contrôle territorial. La force actuelle de la FSG d'environ douze cents personnels représente vingt-deux pour cent de la capacité autorisée insuffisante pour conduire des opérations de nettoyage territorial soutenues à travers la zone métropolitaine de Port-au-Prince contrôlée à quatre-vingt-dix pour cent par les gangs ou pour sécuriser l'infrastructure critique incluant le port l'aéroport et les autoroutes principales. La visite du 27 janvier de Saint-Cyr Fils-Aimé au quartier général de la FSG reconnaissant que la force atteindrait éventuellement la pleine force sans préciser de calendrier suggère que les autorités haïtiennes reconnaissent

l'écart mais ont un levier limité pour accélérer les déploiements des pays partenaires.



CONTEXTE HISTORIQUE

Les interventions de sécurité internationales en Haïti ont cyclé à travers de multiples itérations depuis 1994 lorsque la Force Multinationale dirigée par les États-Unis a restauré le Président Aristide au pouvoir suite à trois années de régime militaire. La Mission des Nations Unies en Haïti UNMIH a opéré de 1994 à 1997 suivie par les missions successeurs MIPONUH MICAH et finalement MINUSTAH qui s'est déployée de 2004 à 2017 avec une force maximale d'environ quatre-vingt-douze cents personnels militaires et policiers. La MINUSTAH a été remplacée par la Mission des Nations Unies pour l'Appui à la Justice en Haïti MINUJUSTH en 2017 axée sur le développement policier et de l'état de droit qui s'est conclue en 2019. Le Bureau Intégré des Nations Unies en Haïti BINUH a été établi comme mission politique spéciale en 2019 sans composante militaire ou policière laissant Haïti sans soutien à la sécurité internationale lorsque la violence des gangs a escaladé après l'assassinat du Président Moïse. La proposition d'une mission de maintien de la paix de l'ONU pour traiter la violence post-Moïse a été rejetée par de multiples pays incluant le Brésil et l'Argentine citant les problèmes d'héritage de la MINUSTAH et les préoccupations de souveraineté d'Haïti. Les États-Unis et le gouvernement d'Haïti ont conjointement proposé une force multinationale non-ONU menant à la Résolution 2699 du Conseil de Sécurité en octobre 2023 autorisant les États membres à déployer une Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité. Le Kenya s'est porté volontaire pour diriger la mission en juillet 2023 avec le Président William Ruto s'engageant à mille officiers de police mais le déploiement a été retardé par des défis juridiques kényans jusqu'en juin 2024. La Résolution 2793 adoptée en décembre 2024 a établi le BANUH pour fournir la logistique médicale communications et autres services de soutien à la FSG reconnaissant que le modèle de financement volontaire avait produit des ressources inadéquates pour la durabilité de la mission.

POINTS DE DISCUSSION

Le Bureau d'Appui de l'ONU en Haïti est en bonne voie pour le déploiement du soutien logistique du 31 mars avec l'accord d'utilisation des terres signé le premier actif aérien à Port-au-Prince et du personnel supplémentaire arrivant jusqu'à février.

Le BANUH fournira des services de soutien de mission au BINUH d'ici le 1er février garantissant la continuité de la mission politique aux côtés des opérations de sécurité.

La Force de Suppression des Gangs reste gravement sous-effectif à environ douze cents personnels représentant vingt-deux pour cent de la force autorisée de cinquante-cinq cents quatre mois après l'autorisation de déploiement.

Le Kenya a annoncé l'arrivée des premiers nouveaux contingents en avril 2026 mais le calendrier reste vague et aucune contribution non-kényane significative ne s'est matérialisée au-delà des engagements initiaux.

L'échec de génération de forces crée une vulnérabilité critique durant la transition politique de février lorsque les groupes de gangs peuvent exploiter l'incertitude institutionnelle pour lancer des opérations offensives.

Le décalage temporel entre la préparation logistique du BANUH le 31 mars et la génération de forces de la FSG en avril et au-delà signifie que l'infrastructure sera opérationnelle avant que suffisamment de troupes n'arrivent pour l'utiliser.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations internationales devraient préparer des plans opérationnels assumant que la FSG restera à la force actuelle de douze cents personnels jusqu'en avril 2026 nécessitant une dépendance continue sur la PNH comme acteur de sécurité principal.

Les missions diplomatiques devraient intensifier la pression sur les pays prometteurs pour accélérer les

contributions de troupes et fournir des rapports publics sur les calendriers de déploiement pour créer la responsabilité.

La direction de l'ONU devrait briefer le Conseil de Sécurité sur les contraintes de génération de forces et l'exigence potentielle d'une mission de maintien de la paix si le modèle multinational volontaire continue d'échouer.

Les acteurs du secteur privé devraient factoriser le sous-effectif de la FSG dans les évaluations de risque de sécurité et éviter les hypothèses que le déploiement de la force internationale a fondamentalement altéré l'environnement de menace.

Les organisations humanitaires devraient coordonner avec le BANUH sur le soutien logistique qui peut bénéficier à la fois à la FSG et aux opérations humanitaires civiles incluant le transport aérien l'évacuation médicale et l'infrastructure de communications.

Les analystes de risque politique devraient surveiller si la génération de forces retardée mine la crédibilité opérationnelle de la FSG et encourage les groupes de gangs à tester la résolution internationale par des attaques de haut profil.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

À SURVEILLER

PROCHAINES 24 À 48 HEURES

Le vote de renouvellement du mandat du BINUH d'ici le 31 janvier détermine si la mission politique de l'ONU continue à travers la période de transition de février avec une extension plus courte de six mois probable étant donné les incertitudes de révision du concept de mission en cours.

La publication de la résolution de révocation du PM dans Le Moniteur formaliserait la tentative de la majorité de cinq membres du CPT de retirer Fils-Aimé déclenchant une crise constitutionnelle dix jours avant l'expiration du mandat.

La divulgation par le Département d'État américain des noms des deux membres sanctionnés du CPT déclencherait un réalignement politique immédiat et potentiellement l'effondrement de la coalition de révocation.

La réponse des gangs à l'opération de la PNH à Marché Salomon tuant huit membres pourrait se manifester comme des attaques de représailles contre des postes de police des installations gouvernementales ou des cibles humanitaires.

CETTE SEMAINE

L'annonce du cadre post-7 février par Saint-Cyr Fils-Aimé déclarant un gouvernement de transition ou par les partis politiques proposant un accord de transition négocié représente un point de décision critique.

L'offensive de sécurité routière de la PNH ciblant les barrages routiers de gangs sur les Routes Nationales 1 2 et 3 comme engagé le 25 janvier testerait la capacité des forces de sécurité et produirait probablement des victimes civiles supplémentaires.

La réponse des donateurs internationaux au rapport de violence sexuelle de MSF détermine si le financement

d'urgence est mobilisé pour la programmation de VBG l'infrastructure d'abris sûrs et les services de protection.

La majorité de cinq membres du CPT soit abandonne l'effort de révocation par le silence soit tente de forcer une confrontation constitutionnelle par la publication et la défiance exécutive.

Les annonces de déploiement de la FSG du Kenya ou des pays partenaires engageant des troupes supplémentaires avant le calendrier d'avril signaleraient l'accélération de la génération de forces.

HORIZON STRATÉGIQUE

L'expiration du mandat du CPT le 7 février crée une ambiguïté constitutionnelle avec trois scénarios possibles incluant une transition politique négociée la continuité du gouvernement de transition Saint-Cyr Fils-Aimé ou un vide institutionnel déclenchant des troubles civils.

Le soutien logistique du BANUH opérationnel d'ici le 31 mars fournit l'infrastructure pour l'expansion de la FSG mais le calendrier de génération de forces reste incertain avec les premiers nouveaux contingents non attendus avant avril.

L'arrivée du renforcement de la FSG en avril si confirmée représenterait la première expansion significative au-delà du déploiement initial de douze cents Kényans potentiellement permettant des opérations de nettoyage territorial à Port-au-Prince.

La fenêtre de départ de dix-huit mois de la terminaison du TPS expire en août 2027 avec des déportations massives d'environ trois cent quarante mille Haïtiens des États-Unis potentiellement déstabilisant l'environnement humanitaire déjà fragile.

Le calendrier électoral reste indéfini sans enregistrement des électeurs recensement ou préparation technique en cours malgré le mandat du CPT exigeant l'organisation des élections avant l'expiration du 7 février.

SOURCES PRIMAIRES

Haiti Libre English Visite à la FSG par le Président du CPT Saint-Cyr et le PM Fils-Aimé 27 janvier 2026

Vant Bef Info Opération de la PNH à Marché Salomon 27 janvier 2026

Le Nouvelliste Déclaration de continuité constitutionnelle de l'ancien Président Privert 26 janvier 2026

ABC News International Rapport de MSF sur la crise de violence sexuelle en Haïti 28 janvier 2026

Euronews Rapport de MSF avec témoignage de patients et données démographiques 28 janvier 2026

Secrétaire Général de l'ONU Progrès du déploiement du BANUH 28 janvier 2026

Reuters Calendrier de déploiement de la FSG et défis de génération de forces 22 janvier 2026

Security Council Report Renouvellement du mandat d'Haïti et révision de mission janvier 2026

Relief Web Briefing du RSSG d'Haïti sur les écarts de financement humanitaire 21 janvier 2026

Haiti Libre English Décision de révocation de cinq membres du CPT 23 janvier 2026

Reuters Restrictions de visa américaines sur deux membres du CPT 25 janvier 2026

Haiti UN Plan de Réponse Humanitaire 2026 décembre 2025

Programme Alimentaire Mondial Exigences de financement d'urgence pour Haïti

Trading Economics Taux de change de devise d'Haïti 27-28 janvier 2026